



AG2R LA MONDIALE

Communication sur le progrès 2016

AG2R LA MONDIALE est l'un des premiers groupes d'assurance de protection sociale français. Il allie performance économique et engagement social au travers des valeurs portées par le paritarisme et le mutualisme. Assureur de la personne et gestionnaire de la retraite complémentaire obligatoire, fort d'une expertise complète en assurance de personnes (santé, prévoyance, épargne, retraite) et en action sociale, AG2R LA MONDIALE a collecté au cours de l'année 2015 près de 28 milliards d'euros et a géré environ 107,4 milliards d'euros d'actifs. L'engagement social du Groupe le conduit à consacrer un budget de 100 millions d'euros aux aides individuelles et collectives. Sa Fondation d'entreprise se consacre de son côté à des projets d'intérêt général dans les domaines de l'éducation, de l'autonomie et du transgénérationnel.

Dans son périmètre le plus large le Groupe emploie près de 11000 personnes.

AG2R LA MONDIALE est engagé, depuis de nombreuses années, et intègre progressivement les objectifs du développement durable dans sa stratégie et ses activités. Ses engagements sont notamment formalisés par l'adhésion du Groupe aux principes du Pacte mondial (dès 2003), à la Charte de la diversité (2006), à la Charte Développement durable de l'Association française de l'Assurance (2009), au Manifeste de l'entreprise responsable d'Alliances (2010). AG2R LA MONDIALE a pris en outre l'engagement de déployer sa méthode d'analyse ISR à la totalité de sa gestion d'actifs dans le cadre de la *Global Union for Sustainability*, GUS (2012). En 2015, il a activement contribué à l'élaboration de la Charte du Forum pour l'Investissement Responsable (FIR – Eurosif).

Les pratiques présentées ci-après constituent une partie du reporting RSE Groupe. Ont été recensées celles qui répondent tout particulièrement aux principes du Pacte mondial.

Rappel : les 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies

Droits de l'homme

Principe 1 : les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux Droits de l'homme

Principe 2 : les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des Droits de l'homme

Conditions de travail

Principe 3 : les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective

Principe 4 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire

Principe 5 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants

Principe 6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession



Environnement

Principe 7 : les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement

Principe 8 : les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

Principe 9 : les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Lutte contre la corruption

Principe 10 : les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes y compris l'extorsion de fonds et les pots de vin.

Sommaire

<u>Intitulé de la pratique</u>	<u>Correspondance avec les Principes du Pacte</u>
1) Les Droits de l'homme : déclaration générale	1 et 2
2) La santé, prévention	1
3) La protection des données personnelles	1
4) Investissement socialement responsable	Tous
5) Prise en compte de la situation des salariés seniors et des jeunes	6
6) Intégration de collaborateurs en situation de handicap	6
7) Egalité professionnelle H/F	6
8) Mise en place de l'apport volontaire des déchets (Grenoble)	6 et 8
9) Tri sur le site de Chartres	8
10) Bilan des émissions de gaz à effet de serre	8 et 9
11) Editprint site de Mons	8
12) Label Imprim'Vert	8
13) La flotte automobile	8 et 9
14) Immobilier (placement et exploitation)	6, 8 et 9
15) Implication	8 et 9
16) Lutte contre la corruption	10



1) LES DROITS DE L'HOMME : DÉCLARATION GÉNÉRALE

Principe 1 : les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.

Principe 2 : les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme.

Le groupe AG2R LA MONDIALE et ses composantes respectent les droits de l'homme dans leur sphère d'activité et ne se rendent pas complices de violation de ces droits.

2) LA SANTÉ : PRÉVENTION

Principe 1 : les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.

Selon la Constitution de l'OMS : « La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain ».

- a) En novembre 2015 AG2R LA MONDIALE a reçu le trophée de l'Argus de l'Innovation mutualiste et paritaire dans la catégorie « Prévention des risques » pour le programme CARE (Coaching des Allergies Respiratoires).
Suite à une enquête épidémiologique menée en 2012 auprès de salariés de la boulangerie artisanale sur les allergies à la poussière de farine, un accompagnement a été proposé aux salariés affectés par de l'asthme ou une rhinite majeure. L'objectif : endiguer l'apparition de l'asthme. Plus de 900 personnes réparties sur l'ensemble du territoire national ont été suivies pendant 6 mois par du personnel médical spécialement formé. Plus de 4 000 séances de coaching ont été réalisées par téléphone avec pour thèmes : les allergies respiratoires, la nutrition et l'environnement intérieur.
Au final un bilan largement positif constaté notamment par une amélioration du recours aux soins et la pratique d'une démarche de prévention individuelle.
- b) Dans le cadre de l'élaboration du référentiel d'évaluation de la pénibilité qui prépare la mise en place du C3P (compte personnel de prévention de la pénibilité) le Groupe participe avec son partenaire Didacthem à la démarche portée par la Confédération du Commerce de Gros et International.



3) LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Principe 1 : les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.

Le Groupe garantit à tous le respect des droits attachés à la protection de la vie privée et en particulier à la protection des données personnelles issue de la loi dite « Informatique et Libertés », adoptée en 1978. Il s'engage à satisfaire rigoureusement aux obligations légales qui lui incombent et à les faire appliquer par tous les collaborateurs qui traitent de telles données en son nom. C'est le département protection des personnes et des biens de la Direction des risques opérationnels et qualité en lien avec le Correspondant Informatique et Libertés (CIL) qui veillent à la mise en œuvre de mesures de protections nécessaires à la gestion conforme des données personnelles, en intervenant préalablement à la mise en place de traitements, par l'analyse de notes de cadrages ou en accompagnant les projets impactants. Ainsi plus de 25 études de cadrage ont été analysées sur l'année 2015.

Par ailleurs le département protection des personnes et des biens et le CIL accompagnent les collaborateurs dans la mise en place de différentes opérations par des actions de conseil et de sensibilisation. Ainsi 125 actions ont été réalisées l'an dernier, dont 99 actions de prévention parmi lesquelles :

- l'accompagnement de deux projets de l'action sociale nécessitant la gestion d'informations personnelles des ressortissants supposant de prendre des précautions particulières ;
- la vérification de la conformité des dispositifs de vidéosurveillance du Groupe ;
- des avis et recommandations sur les conditions de collecte et d'utilisation du numéro de sécurité sociale ou de données de santé et l'interprétation des délibérations du « pack de conformité assurances » de la CNIL dans le cadre des traitements relatifs aux contrats non réclamés, à la DSN ou aux contrats responsables ;
- la validation des conditions d'accès aux documents contenant des informations personnelles confidentielles dans le cadre de la mise en place de processus dématérialisés.

Le département protection des personnes et des biens et le CIL veillent également à la bonne information des clients en s'assurant notamment de la présence et de la conformité des mentions obligatoires et travaillent en lien avec le marketing pour garantir aux clients une information sur les produits et services du Groupe dans le respect des obligations légales. Ainsi un recueil de mentions informatives et clauses informatiques et libertés a été élaboré afin de garantir le respect des droits des personnes dans nos traitements internes, sur nos sites internet et dans nos relations avec nos partenaires ou sous-traitants.

Enfin, le CIL reçoit les demandes d'accès de rectification et d'opposition des personnes concernées par les traitements du Groupe, et les transmet aux directions impliquées. En cas de besoin il est l'interlocuteur de la CNIL et des personnes dont les données font l'objet de traitements. Ainsi pour l'année 2015 le CIL et le département protection des personnes et des biens ont traité 171 demandes dont 165 demandes de non prospection.



4) INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE

Principes : tous.

Dans le cadre de ses activités d'assurance, le Groupe est amené à gérer les réserves financières sur un horizon de placement à long terme. Il entend le faire en optimisant les intérêts à long terme de ses bénéficiaires à travers la rentabilité à terme et la gestion des risques et des externalités positives et négatives des placements. Ainsi, AG2R LA MONDIALE a pris, en 2012, l'engagement de déployer sa méthode d'analyse ISR à la totalité de sa gestion d'actifs dans le cadre de la Global Union for Sustainability, GUS (2012).

Il mène également depuis un peu plus de quinze ans une politique de responsabilisation de ses investissements et figure parmi les premiers investisseurs institutionnels socialement responsables. Le montant des actifs gérés selon une démarche ISR s'élève désormais à plus de 6 Md d'€.

Cette démarche a pour origine l'ambition de contribuer à une économie durable et inclusive. Elle met ainsi en cohérence et en résonance ses responsabilités sociétales d'entreprise et d'investisseur dans l'exercice de la responsabilité fiduciaire. Elle procède également de la conviction de l'apport positif de l'analyse des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance à la construction de portefeuille à travers l'identification de thèmes d'investissement, de risques et d'opportunités. C'est ainsi qu'en tant que membre du Forum pour l'investissement responsable, le groupe s'associe à sa charte.

La Direction des Investissements a développé et applique un processus d'évaluation des pratiques ESG des entreprises :

ENVIRONNEMENT

Le Groupe prend en compte l'impact de ses investissements sur l'environnement. Il se préoccupe, en particulier de leur responsabilité vis-à-vis du changement climatique et de l'environnement naturel des zones d'activité.

SOCIAL

Il prend également en compte le comportement des sociétés dans lesquelles il investit en matière de droits de l'homme et de droits du travail. Il accorde dans ce cadre une importance particulière à la non-discrimination, aux risques psycho sociaux, aux ressources humaines, au dialogue social et aux relations avec les fournisseurs et sous-traitants.

Le groupe s'interdit par ailleurs d'investir dans des entreprises en lien avec les mines anti personnelles et les bombes à sous munition ou sur des produits dérivés alimentaires.

GOVERNANCE

AG2R LA MONDIALE choisit les sociétés dans lesquelles il investit et incite celles dont il est actionnaire à respecter les bonnes pratiques de gouvernance. Il souhaite ainsi que leur conseil, efficace et compétent, agisse dans l'intérêt des actionnaires minoritaires tout en prenant en compte les intérêts des autres parties prenantes de l'entreprise.



Il souhaite également que ces dernières aient une éthique des affaires satisfaisante. Notamment concernant la prévention de la corruption et des pratiques anti-concurrentielles, qu'elles entretiennent des relations saines avec les gouvernements et qu'elles soient transparentes et intègres sur leurs pratiques de lobbying.

Le Groupe met cette politique en application aux différents stades du processus de l'investissement :

Analyse préalable

Le Groupe dispose d'une équipe interne d'analyse ISR qui étudie les informations publiées par les émetteurs de titres financiers avec l'aide d'un réseau de partenaires externes.

La responsabilité des investissements potentiels est évaluée au regard des principes de la politique d'investissement responsable en prenant en compte les enjeux propres à chaque secteur d'activité.

Investissements à fort impact

AG2R LA MONDIALE investit dans la dette ou le capital d'entreprises ou sur des produits financiers qui répondent aux enjeux du développement durable. Un des objectifs est de participer au financement de la transition énergétique. Il s'agit par exemple de « Green Bonds », des obligations finançant, par exemple, la construction de fermes éoliennes, un projet visant à renforcer la cohésion sociale de territoires, la protection de la biodiversité... Il peut également s'agir d'investissement en « Private Equity », dans des entreprises non cotées créatrices d'emploi sur le territoire national ou menant des projets favorables à l'environnement.

Engagement

Lorsque le groupe remarque des pratiques non conformes à ses principes, il met à profit son statut d'actionnaire ou de créancier pour inciter l'entreprise à emprunter une voie plus responsable. Ceci pouvant se faire soit à travers le vote des résolutions présentées en assemblée générale, soit dans le cadre d'un dialogue avec l'entreprise.

En 2015 les actions du Groupe en la matière furent les suivantes :

a) Le financement

Le montant des encours (en valeur nominal et non en valeur boursière) au 31/12/2015 en Green Bonds, prêts à l'économie et Private Equity s'élevait à environ 1 607,4 M d'€.

Ce montant ne prend pas en compte les données Réunica qui a rejoint le Groupe au 1^{er} janvier 2015.

b) L'empreinte carbone des actifs

Il est apparu nécessaire à l'investisseur de long terme qu'est le Groupe AG2R LA MONDIALE de s'intéresser à l'empreinte carbone des actifs gérés, élément et étape vers l'évaluation du risque carbone auquel ces derniers l'exposent. En effet, dans les années à venir une réglementation est attendue sur la valorisation des actifs (cf Loi du 17 août 2015 sur la transition énergétique pour une croissance verte et le décret du 29 décembre 2015). L'empreinte carbone d'un portefeuille peut permettre de quantifier le niveau de responsabilité face au changement climatique et de profiter des opportunités de la transition énergétique (énergies renouvelables, agro-carburants, la mobilité,



bâtiments sobres en énergie...). L'empreinte carbone a été mesurée en interne, elle a pris comme périmètre les actions et obligations des entreprises et les dettes souveraines, un ratio d'emprise a été calculé, puis ce ratio a été appliqué aux EGES (scopes 1 et 2) de l'entité.

- empreinte carbone des actifs adossés de La Mondiale en tCO₂e/M investi : 159
- empreinte carbone des AG2R Prévoyance en tCO₂e/M investi : 141
- pas de calcul réalisé sur les actifs du périmètre Réunica.

c) L'engagement actionnarial

L'engagement actionnarial s'exerce à deux niveaux, le dialogue avec les émetteurs et les entreprises d'une part, et l'exercice du droit de vote d'autre part.

En tant qu'investisseur institutionnel le Groupe a le droit et le devoir fiduciaire d'exercer ses droits de vote en assemblées générales. Dans l'intérêt même de ses clients, il a un rôle à jouer notamment dans la gouvernance des entreprises dans lesquelles il a investi. Dans ces occasions il se prononce sur les comptes, l'affectation du résultat, les conventions réglementées, la composition du conseil, les opérations du capital, la rémunération des dirigeants, les statuts, jouant son rôle de partie prenante active.

- nombre d'Assemblées générales : 255
- nombre total de résolutions : 4776
- exercice des droits de vote par La Mondiale : 82 %
- exercice des droits de vote par AG2R : 92 %
- taux d'opposition : 24%

Les chiffres ci-dessus ne prennent pas en compte le périmètre Réunica.

d) Le débat d'idées

Le Groupe alimente le débat d'idées sur l'ISR, le financement de la transition énergétique, l'évaluation de l'impact des actifs financiers sur le climat, la traduction juridique de ces sujets en participant et/ou soutenant les travaux de différents organismes spécialisés, notamment :

- la SIFA, Société d'Investissement France Active ;
- le FIR, Forum de l'Investissement responsable ;
- CROIRE, comité de réflexion et d'orientation de l'investissement responsable ;
- CAP ISR, Comité d'Application de la Politique ISR ;
- la chaire « Finance autrement » de la Kedge Business School.

5) LA PRISE EN COMPTE DE LA SITUATION DES SALARIÉS SÉNIORS ET DES JEUNES

Principe n° 6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

Un nouvel accord « contrat de génération » a été conclu en janvier 2016 pour la période 2016/2018. Il contient notamment des dispositions et des engagements concernant l'emploi des jeunes en fixant un objectif de 30 % de jeunes hors commerciaux (moins de 26 ans) parmi les embauches en CDI, le taux atteint en 2015 s'élève à 34% (32% en 2014). Ce taux s'élève à plus de 52 % pour les embauches en CDD.



La politique emploi des jeunes a été principalement construite autour de deux axes :

- Développer l'accueil des jeunes en alternance (contrats d'apprentissage et de professionnalisation) en contribuant à leur insertion dans la vie active, notamment en intégrant le pluralisme, la diversité ainsi que le handicap. Un objectif de 3% (par rapport à l'effectif total Groupe) de jeunes en alternance a été fixé, cet objectif a été atteint dès l'année 2014 et il a été reconduit pour l'année 2015, pour 2018 l'objectif a été fixé à 4 %.
- Développer l'accueil en stages et en emplois d'été de jeunes issus de quartiers défavorisés afin d'agir sur l'égalité des chances.

6) L'INTÉGRATION DE COLLABORATEURS EN SITUATION DE HANDICAP

Principe n°6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

Lors de la semaine pour l'emploi des personnes en situation de handicap en 2015, 20 manifestations ont été organisées sur 16 sites différents afin de sensibiliser et/ou de former les collaborateurs.

Par ailleurs, le Groupe a participé pour la deuxième année consécutive au festival « Regards croisés » en présentant un film en compétition.

Enfin, il a été à nouveau partenaire du quatrième challenge TousHanScène organisé par l'association Tremplin dont l'activité est de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur des jeunes en situation de handicap.

Un nouvel accord Handicap a été signé en mars 2016 pour la période 2016/2018, accord qui a reçu l'agrément de la DIRECCTE.

7) ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES/HOMMES

Principe n°6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

Un nouvel accord collectif, le troisième sur ce thème, a été signé, il couvre la période 2016/2018 et traite les sujets suivants :

- le rééquilibrage quantitatif sur certaines catégories d'emplois via les recrutements ;
- la totale équité dans l'accès aux formations notamment qualifiantes ;
- l'engagement de progression de 2 % de l'effectif féminin dans la population des cadres de direction ;
- affirmation du principe de stricte égalité de traitement en matière de rémunération avec le maintien d'un budget dédié à la compensation des éventuels écarts.



8) MISE EN PLACE DE L'APPORT VOLONTAIRE DES DÉCHETS

Principe n°6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

Principe n°8 : les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

A l'occasion de son implantation au 4^{ème} trimestre 2015 sur un site nouvellement construit à Grenoble, le Groupe a choisi d'expérimenter avec l'aide de l'entreprise « Le Petit Plus » un mode de collecte des déchets basé sur le principe de l'apport volontaire des déchets par les salariés dans des bornes adaptées.

L'idée de départ est la suivante : d'ici quelques années il n'y aura plus de poubelles individuelles dans les locaux de bureaux.

La suppression de cette dernière améliore quantitativement et qualitativement le tri.

Les déchets triés, collectés et recyclés sont les piles, batteries, le verre, les canettes, gobelets et bien sûr les papiers.

Les déchets non recyclés sont stockés dans des sacs et contenants spécifiques.

L'entreprise « Le Petit Plus » qui gère l'ensemble du processus de collecte (installation de contenants, ramassage, acheminement des produits collectés vers des usines de traitement, établissement de certificats) a le statut d'entreprise adaptée c'est-à-dire qu'au moins 80 % de ses salariés sont en situation de handicap.

9) TRI SUR LE SITE DE CHARTRES

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Un dispositif de tri et de recyclage des papiers, cartons et plastiques a été mis en place au fil des années. La gamme des produits concernés s'est élargie, ainsi depuis 2013 les plastiques font partie de la collecte.

Après l'installation d'un compacteur en 2014, une étude a permis d'optimiser les ramassages et ainsi de réduire leur fréquence (2/mois au lieu de 4/mois précédemment), contribuant de la sorte à diminuer les émissions de gaz à effet de serre liées au transport.

Au total en 2015 ont été recyclées les quantités suivantes :

- 58 tonnes de papiers
- 19 tonnes de cartons
- 0,85 tonnes de plastiques.



10) BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE.

Principe n°8 : les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n°9 : les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Le Groupe calcule annuellement ses émissions de gaz à effet de serre dans le cadre du reporting, selon la méthode bilan carbone® et en se limitant aux scopes 1 et 2. L'opération a été réitérée en 2015.

Les résultats sont les suivants : année 2015 (année 2014)

(1) Quantité des émissions liées à la consommation d'énergie	4023 TCO2e	(3297 TCO2e)
(2) Quantité des émissions liées à la flotte automobile	1281 TCO2e	(2041 TCO2e)
(3) Quantité des émissions liées aux recharges de gaz frigorigènes	84 TCO2e	(240 TCO2e)

Soit un total de 5388 TCO2e (5578 TCO2e)

La comparaison 2015/2014 fait ressortir une baisse globale des émissions de 3,4%.

La comparaison poste par poste donne les résultats suivants :

- poste (1), en hausse de 22 % ;
- poste (2), baisse de 37,23 % ;
- poste (3), baisse de 65 %.

Les émissions liées à la consommation d'énergie connaissent une forte augmentation (+22 %) due au rapprochement du Groupe avec Réunica à compter du 1^{er} janvier 2015, augmentation à relativiser puisque la surface des locaux pris en considération s'accroissait de 37 %.

Enfin les émissions par collaborateur connaissent une forte baisse et passent de 0,74 à 0,53 TCO2e.

11) EDITPRINT (SITE DE MONS)

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Editprint est le centre d'édition et d'imprimerie d'AG2R LA MONDIALE, ses activités implantées à Mons en Baroeul génèrent beaucoup de déchets, papiers et autres.



Les déchets papiers proviennent de deux opérations :

- le calage, le papier-déchet est le papier utilisé pour régler le rendu-couleur de la machine jusqu'à l'obtention de la qualité souhaitée ;
- le façonnage, la totalité des supports issus de la machine est façonnée. La première étape du façonnage consiste à découper, pratique qui génère des chutes de papiers (les rognures). Ces déchets sont triés par nature (papier, carton...) puis pour le papier selon le niveau d'encrage.

Le sujet est bien rodé et fait l'objet d'un suivi minutieux.

Tout au long de l'année 2015 le site a ainsi revendu à une société spécialisée dans le recyclage :

- environ 7,24 tonnes de rognures blanches ;
- environ 56,26 tonnes de rognures couleur ;
- environ 38,8 tonnes de carton.

Par ailleurs, pour les chiffons souillés, les boîtes d'encre de l'activité offset, les cartouches d'encre et toner pour l'activité numérique, l'eau souillée de l'activité offset, les films plastiques et les cartons le recyclage atteint un niveau de 90% (constant au fil des années).

12) LABEL IMPRIM'VERT

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Editprint, qui a une double activité : éditique et imprimerie, a obtenu 5 années de suite (2011-2015) le label Imprim'Vert, le dossier pour l'obtention d'un 6^{ème} label a été déposé. Parmi les actions mises en place visant à réduire l'impact sur l'environnement des produits et/ou techniques utilisés, citons ici :

- le tri et l'élimination des déchets selon une filière conforme à la réglementation. Les déchets concernés sont les plaques, les chiffons souillés, les boîtes, cartouches d'encre et toner ;
- l'utilisation des plaques d'un appareil « azura » pour le gravage. Un nettoyage à l'eau est alors possible ;
- le stockage sécurisé des liquides neufs et des déchets liquides ;
- la non utilisation de déchets toxiques.

Editprint va même au-delà de la norme en vigueur en recourant à des encres végétales pour les travaux sur la machine offset et à un mouillage sans alcool :

- 90% des papiers utilisés sont labellisés FSC (Forest Stewardship Council) ;
- la sensibilisation du personnel à toute la démarche.

Bilan des activités d'Editprint pour l'année 2015 :

- 30,5 millions de pages imprimées;
- 6,8 millions de mises sous pli;
- 316,2 tonnes de papier utilisées.



13) LA FLOTTE AUTOMOBILE

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n°9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Parmi les actions possibles visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre le Groupe travaille à la modification de sa flotte automobile.

Le volume de la flotte automobile ne peut être comparé sur les deux années 2014 et 2015 suite au rapprochement avec REUNICA, le nombre de véhicules est passé de 383 à 560. Néanmoins on constate une nouvelle diminution de l'émission moyenne de CO₂/km/véhicule : 116gCO₂/km en 2013, 112gCO₂/km en 2014 et 107,4gCO₂/km en 2015.

14) IMMOBILIER (placement et exploitation)

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n°9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Au titre de l'immobilier de placement et de l'immobilier d'exploitation

Depuis plusieurs années le Groupe s'est engagé volontairement et activement dans une politique immobilière durable et responsable. Ceci apparaît tant dans les projets de rénovation que dans les projets d'investissements. A la fin de l'année 2015 25 % du patrimoine de placement était certifié en neuf ou en rénové et 20 % certifié en exploitation.

L'objectif-clé visé par la Direction immobilière de placement est la réduction de la consommation d'énergie des bâtiments (en 2019, les consommations énergétiques devront être inférieures de 30% aux consommations de 2012). Pour mémoire le patrimoine immobilier de placement pris en considération (459 000 m² en 2015, 451 000 m² en 2014) est tertiaire et représente 95% du patrimoine total de placement.

Plusieurs actions traduisent cette ambition :

- depuis le 1^{er} trimestre 2015 le Groupe est membre de l'Observatoire de l'Immobilier durable, association rassemblant des professionnels de l'immobilier tertiaire dont le but est de promouvoir le développement durable ;
- la poursuite de la politique de réduction des consommations énergétiques ainsi que l'amélioration du confort et du bien-être des occupants des bâtiments ;



- la poursuite de deux très importantes opérations de restructuration, portant sur des surfaces d'environ 32000 et 45000 m², la première vise une triple certification en construction (HQE™, LEED®, BREEAM®), la seconde vise une double certification (HQE™, BREEAM®) ;
- le lancement de la construction d'un immeuble à Paris 17^{ème}, d'une surface d'environ 22500 m², au sein de l'éco-quartier des Batignolles conjuguant des politiques ambitieuses de déplacements, de mixité, de protection de l'environnement et destiné à des bureaux rafraîchis non climatisés aux exigences de sobriété énergétique élevée avec un recours massif aux énergies renouvelables ;
- l'acquisition d'un immeuble à Boulogne-Billancourt possédant une certification HQE™ en construction ainsi qu'en exploitation ;
- l'obtention de la certification HQE™ Exploitation par un immeuble situé à la Défense (Exaltis) et de la certification BREEAM® in use par un immeuble parisien (rue Albert 1^{er}) ;
- l'utilisation du mécanisme des Certificats d'Economie d'Energie ;
- des indicateurs de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre ont été calculés sur environ 70% du patrimoine immobilier de placement tertiaire, les résultats obtenus sont les suivants :
 - consommation d'énergie primaire : 354 kWh/m²su/an (su=surface utile)
 - émissions de gaz à effet de serre : 18 kgCO₂e/m²su/an
- la désignation fin 2015 d'un fournisseur d'électricité 100% verte pour l'ensemble des parcs immobiliers (placement et exploitation) ;
- le site de la rue de Montholon, occupé par des collaborateurs du Groupe (près de 8000 m² à Paris), a fait l'objet de travaux d'investissement afin de changer le mode d'énergie de l'installation de chauffage. L'immeuble anciennement chauffé au gaz l'est désormais par le réseau CPCU, lequel alimente les installations qu'il dessert par une énergie faisant de plus en plus appel à la valorisation énergétique des déchets ;
- Le Groupe a poursuivi sa campagne d'audit énergétique de ses bâtiments d'exploitation au cours de l'année 2015, portant ainsi à 166 420 m² la surface auditée, soit 75% de la surface du parc qui représente environ 86% des consommations.

Principe n°6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

- En matière d'accessibilité des locaux recevant du public le choix a été fait de devancer le calendrier réglementaire qui fixe comme date limite l'année 2018, à ce jour plus des 2/3 des sites d'exploitation du concernés sont accessibles.

15)IMPLICATION

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n°9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.



- a) La politique environnementale du Groupe a été formalisée, approuvée par le Comité exécutif et intégrée dans le plan d'entreprise. Elle se décline en cinq engagements : 1) mieux maîtriser les pollutions et les déchets générés de manière directe ou indirecte ; 2) être plus économe en matière de consommation des ressources naturelles ; 3) mieux apprécier la contribution du Groupe à la transition énergétique ; 4) réaliser une empreinte carbone des actifs financiers ; 5) continuer de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elle sera traduite dans le schéma directeur immobilier et dans la gestion d'actifs. En outre, trois sites-clé du Groupe pourraient être transformés à terme en sites éco-exemplaires sous réserve des études de faisabilité qui seront réalisées courant 2016.
- b) En amont et dans le cadre de la Semaine européenne de la Mobilité et des Déplacements, qui s'est tenue comme chaque année du 16 au 23 septembre, il a été proposé aux salariés d'expérimenter un maximum de modes de déplacements alternatifs à la voiture. Les lauréats ont été récompensés par des lots individuels. Des dons ont été versés par ailleurs au profit d'Action contre la Faim, de Bleu-Blanc-Cœur, et de l'Institut Pasteur. Parallèlement, sur le site de Mons-en-Baroeul, un groupe de travail « Mobilité durable » et un réseau de « Référent Mobilité » ont été lancés avec un objectif opérationnel : relancer le co-voiturage. Le Groupe a souscrit un abonnement à la plateforme de co-voiturage BlaBlaCar pour permettre aux salariés de créer des communautés de co-voitureurs sur 10 territoires. Le déploiement de la démarche est prévu pour la période 2016-2017.
- c) En lien avec la COP 21, le Groupe a rejoint en 2015 la liste des entreprises qualifiées « Ambassadeurs de la solidarité climatique » dans le cadre d'une convention de mécénat avec le Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES) et s'est engagé à respecter six principes fondateurs de la Charte de la solidarité climatique (la réalité du réchauffement climatique, la responsabilité des pays industrialisés, la vulnérabilité des populations des pays en développement, l'équité et la solidarité face aux changements climatiques, la réduction de l'empreinte carbone et le soutien aux populations fragiles).
- d) Une équipe de salariés s'est engagée dans le défi des Familles à énergie positive (FAEP), défi qui consiste à économiser eau et énergie sur la période allant du 1^{er} décembre 2015 au 30 avril 2016. Une convention avec l'Agence Parisienne du Climat a été formalisée pour aider l'équipe à atteindre ses objectifs. Le bilan s'est avéré positif puisqu'une baisse de la consommation globale d'énergie de 21 % a été constatée.
- e) En 2014 le Groupe avait travaillé à l'élaboration d'un guide méthodologique pour l'estimation des émissions de gaz à effet de serre du secteur financier. Le produit de ce travail initié par l'Association Bilan Carbone, l'ORSE, l'ADEME et Carbone 4 a fait l'objet d'une présentation publique début 2015. Le but de l'ouvrage est de formaliser des recommandations méthodologiques pour quantifier les émissions induites par le secteur financier, par ses activités de financement et d'investissement. Depuis la promulgation de la Loi sur la Transition énergétique pour la croissance verte (17/08/2015) l'entreprise participe à des groupes de travail s'intéressant à la prise en compte du risque climatique dans les investissements (stratégie bas-carbone, scénario 2°C, empreinte carbone des investissements).



16) LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Principe n°10 : les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Rappelons que dans le domaine de l'assurance de la personne un des moyens le plus efficace de contribuer à la préservation des droits de l'Homme est la lutte contre le blanchiment des capitaux détenus par des entreprises criminelles qui vont chercher à intégrer lesdits capitaux dans des circuits d'investissements conventionnels.

Les personnes politiquement exposées (PPE) ainsi que les bénéficiaires effectifs des personnes morales font l'objet d'une attention particulière et mobilisent des efforts constants pour en faciliter la détection et l'identification. Des travaux complémentaires ont été menés afin de revoir la cotation de la liste des pays à risque et d'affiner la prise en compte des paradis fiscaux, même si aucune liste officielle en la matière n'existe. Enfin, l'intégration de la 4^e directive LCB-FT est à l'étude, elle étend le dispositif de vigilance standard LCB-FT aux activités santé et prévoyance et intégrera la notion de Personnes Politiques exposées aux nationaux.

Les investissements réalisés par le Groupe pour se doter d'un outil de détection des dossiers atypiques continuent à porter leurs fruits. En parallèle la rationalisation des règles et l'effort porté sur le dispositif de formation des équipes de gestion ont permis d'augmenter significativement le nombre de déclarations de soupçons effectuées auprès de Tracfin. Le dispositif en place pour les assureurs membres du Groupe et les plus exposés, se déploie progressivement vers les assureurs les moins directement en risque du fait de leur activité (principalement orientée vers la santé et la prévoyance).

Un comité déontologie a également été mis en place afin de traiter de manière plus systématique les cas de suspicions de comportements non éthiques et un guide des bonnes pratiques des commerciaux a été finalisé et présenté aux instances représentatives du personnel. Un second passage de présentation a été réclamé et sera intégré en même temps que la revue des règlements intérieurs. Le guide devrait donc en principe être diffusé en 2016, sa communication sera également ensuite accompagnée de dispositifs de formation à distance dédiés.

Le comité de lutte contre la fraude mis en place en 2015 afin d'orienter l'ensemble des efforts dans ce domaine et rendre plus efficace les dispositifs de contrôle interne continue à se réunir régulièrement. Un test de détection automatisé des dossiers de suspicions de fraude a été réalisé dans le domaine de la prévoyance santé.

Un comité déshérence a également été créé afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des procédures de détection des assurés décédés et de recherche des bénéficiaires en cas de décès et pour les prestations aux termes.

La première mission du déontologue Groupe, désigné en 2014, a consisté à mettre en œuvre une charte déontologique à destination des membres des conseils d'administration afin d'encadrer les



risques de conflits d'intérêt et de fixer les bonnes pratiques à adopter en la matière. Adoptée par les Conseils d'administration en 2015 cette charte a fait l'objet d'une large diffusion en 2016.

Des travaux sont également en cours pour mettre en place une charte Groupe à l'attention des délégués des sociétaires dont la diffusion est attendue fin 2016.

L'enjeu de ces chartes est notamment de circonscrire le risque de conflits d'intérêts.

Un guide des bonnes pratiques est également en cours de rédaction sur le périmètre des achats, pour fixer notamment les conduites à tenir pour lutter contre le risque de corruption, via par exemple l'enjeu des cadeaux et marques d'hospitalité. Sa diffusion sera accompagnée d'un dispositif de formation à distance.

Enfin un projet de code éthique Groupe est également en cours de rédaction pour donner un cadre général aux principes déontologiques du Groupe.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive Solvabilité 2 une réflexion a été menée pour nous assurer de la compétence collective et de l'honorabilité des membres de nos conseils d'administration, cette réflexion a débouché sur la création d'un dispositif de formation dédié aux administrateurs. Les principes généraux ont dans un premier temps été abordé, un catalogue de formations externes a été mis à la disposition des administrateurs et des formations internes spécialisées leur seront proposées en 2016/2017.